

**Environnement - Journée mondiale
des Océans - L'appel pour "l'Océan,
bien commun de l'Humanité" lancé
à Monaco - Communiqué de presse
de M. Nicolas Hulot, ministre
d'Etat, ministre de la transition
écologique et solidaire, et de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères
(Paris, 08 juin 2018)**

M. Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, et M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, ont pris connaissance de l'appel pour un "Océan bien commun de l'humanité" qui vient d'être lancé à Monaco à l'occasion de la Journée mondiale des océans. Le gouvernement exprime son grand intérêt pour cette initiative de la société civile qui met l'accent sur la responsabilité de tous à protéger les océans et leur biodiversité.

L'extension, la diversification et l'intensification des usages humains des océans constituent aujourd'hui une menace avérée pour la biodiversité marine notamment dans les espaces situés au-delà des juridictions nationales. La France mesure l'enjeu que constitue la protection des espèces et des écosystèmes marins de ces espaces loin des côtes, en particulier par un statut international protecteur en haute mer. Ce statut et les mesures qu'il permettrait de prendre garantiraient une indispensable continuité des mesures déjà engagées au niveau national et européen pour la protection de nos eaux sous juridiction.

L'Accord de Paris sur le climat encourage tous les Etats dans son préambule à veiller à l'intégrité des océans en tant qu'écosystème en vue de la protection de sa vaste biodiversité en danger. La protection de la biodiversité en haute mer revêt une importance toute particulière car elle représente 70% de la surface de nos océans. L'importance d'avoir un cadre pour y développer des outils de gestion tels que les aires marines protégées et les études d'impact des activités en Haute mer est fondamentale.

La France va se mobiliser au niveau mondial pour obtenir un accord ambitieux en faveur de la protection des océans dans le cadre des négociations internationales qui s'ouvrent en septembre prochain aux Nations unies./.